

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 146

16 janvier 2014

SOMMAIRE

Actarus Luxembourg Holding S.A.	7003	Joerg Zenz S.à r.l.	7004
AgFe, SICAV-SIF	6976	Katoen Natie Group S.A.	6965
Assya Asset Management Luxembourg S.A.	7001	Lux Entertainment S.A.	6964
Broderna Holding S.à r.l.	6999	Mansfield Holding S.A.	6962
Business Free	6998	Mapau Consult S.à r.l.	6988
CHAKA Productions S. à r.l.	6974	Mapix S.à r.l.	6963
Cie Financière du Grand-Duché de Luxem- bourg S.A.	6962	Matim S.à r.l.	6974
CMC Biologics III S.C.S.	6970	Meda Pharma	6964
COTP S.A.	6963	Medea Consulting S.A.	6974
David S.A.	6973	Metalpoint S.A.	6975
Dennemeyer	6963	MJM S.A.	6975
Dimage S.A.	6975	NBCA S.A.	6989
Dimalux S.A.	6975	Nopson G.m.b.H.	6963
Dubin Investment, S.A.	6972	Oberstauen Properties Sarl	6971
Eaton Holding IX S.à r.l.	6965	Optinord S.A.	6962
Efeu LuxCo S.à r.l.	6972	Patikop S.A.	6997
Ethico Plus Managers S.à r.l.	6972	Reichert S.A.	6971
European Precision Metals S.A.	6972	Rowan Luxembourg S.à r.l.	6973
Eurotrack s.a.	6964	Saint Martin Inc. S.A.	6974
EVS NETCO Luxembourg s.à r.l.	6964	Serfin Gestion S.A. (Services Financiers et de Gestion S.A.)	6973
Expair S.A.	6972	SLIPSTOP International S.A.	6971
FD Holding	7005	Sojumath Invest S.A.	6971
GSS III Stone S.à r.l.	6968	T&F Capital Trustee Limited Luxembourg S.A.	6989
International Consulting DeLux Sarl	7008	Whale International S.à r.l.	7002
Invest 2000 S.A.	6989	YM Advisory S.A.	6973
IT Financial S.A.	6989		

Optinord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 69, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 103.933.

Auszug aus dem Protokoll der Jahreshauptversammlung vom 6. Mai 2013

Die Jahreshauptversammlung beschließt einstimmig:

die Mandate der im Amt befindlichen Verwaltungsratsmitglieder und des jetzigen Kommissars für die Dauer von sechs Jahren bis zu der Generalversammlung des Jahres 2019 zu verlängern, und zwar:

- Herr Guido FABER, Optiker und Optometrist, wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Untere Büchelstrasse 34, Verwaltungsratsmitglied, Delegierter des Verwaltungsrates, sowie Präsident des Verwaltungsrates;
- Frau Gabriele KARTHÄUSER, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Untere Büchelstrasse 34, Verwaltungsratsmitglied;
- Die Kommanditgesellschaft belgischen Rechts, OPTIK GUIDO FABER KG mit Sitz in B-4780 Sankt Vith, Untere Büchelstrasse 34, Verwaltungsratsmitglied;
- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung FN-Services S.à r.l., mit Sitz in L - 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, Kommissar.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 18. Dezember 2013.

Für Optinord S.A.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013178109/23.

(130216581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

CFDGL S.A., Cie Financière du Grand-Duché de Luxembourg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 161.253.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 novembre 2013 que:

- L'assemblée décide de révoquer le commissaire actuel, la société Réviconsult S.à r.l., ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, avec effet immédiat.
- L'assemblée décide de nommer comme commissaire Monsieur Olivier DEDOBBELEER, né le 09 avril 1983 à NAMUR (Belgique), demeurant professionnellement 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg. Son mandat viendra à expiration au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg.

Référence de publication: 2013175476/17.

(130214059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Mansfield Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 98.159.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 9 septembre 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer avec effet immédiat, Madame Sabine CHMETZ MAXIMOV, Administrateur, demeurant au 11, Rue Henri Blanvalet, CH-1207 Genève, Président du Conseil d'Administration jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour la société

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013179014/14.

(130217984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Nopson G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5408 Bous, 45, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 68.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013178096/9.

(130217259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Mapix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.450.000,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 166.223.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 13 décembre 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée accepte la démission de Koen Lozie, Joseph Winandy et Jalyne S.A., Gérants de la société.

- L'Assemblée décide de nommer en tant que nouveaux gérants:

M. Cornélius Bechtel, avec adresse professionnel au United International Management S.A., 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg,

Mr. Jean Fell, avec adresse professionnel au United International Management S.A., 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg,

Mr. Daniil Epshteyn, avec adresse professionnel au OOO NPF Materia Medica Holding, 3rd Samotyochnuï per 9, Moscow, 127473 Russia.

- L'Assemblée décide de nommer en tant que nouveau Commissaire aux Comptes:

HRT Group, 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen

- Le mandat des Gérants et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

- L'Assemblée décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au:

16, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Pour copie conforme

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013178018/25.

(130217075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Dennemeyer, Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 55, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 15.248.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Décembre 2013.

Daniel Diwo.

Référence de publication: 2013179643/10.

(130219266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

COTP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.
R.C.S. Luxembourg B 119.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013179637/10.

(130219192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Lux Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1924 Luxembourg, 25, rue Emile Lavandier.

R.C.S. Luxembourg B 55.794.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177992/9.

(130216789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Meda Pharma, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.025.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.784.

1. La Société a pris acte de la démission des gérants suivants avec effet immédiat:

- M. Ingo W.W. Henning, gérant de catégorie B, en date du 30 septembre 2013;
- Dr Jörg Thomas Dierks, gérant de catégorie A, en date du 12 décembre 2013; et
- M. Karl Henrik Stenqvist, gérant de catégorie A, en date du 12 décembre 2013.

2. L'associé unique de la Société a décidé de nommer les gérants suivants en date du 12 décembre 2013 et pour une durée indéterminée:

- Mme Gabrielle Margit Endler, né le 8 avril 1956 à Löbnitz, Allemagne, résidant à Am Wieschesgraben 18, 63674 Altenstadt, Allemagne, gérant de catégorie A de la Société; et

- M. Günter Oswald Paulini, né le 23 mars 1957 à Bad Homburg V D Höhe, Allemagne, résidant à Feststraße 5, D-60316 Frankfurt Am Main, Allemagne, gérant de catégorie A de la Société.

En conséquence, le conseil de gérance est composé comme suit:

- Mme Gabrielle Margit Endler, gérant de classe A de la Société;
- M. Hans-Jürgen Kromp, gérant de classe A de la Société;
- M. Günter Oswald Paulini, gérant de classe A de la Société; et
- Mme Catherine Marie Beaujour, gérant de classe B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178020/25.

(130216824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Eurotrack s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-5324 Contern, 1A, rue des Chaux.

R.C.S. Luxembourg B 20.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178739/10.

(130218614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

EVS NETCO Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 23, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 68.484.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013178740/10.

(130218430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Eaton Holding IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 137.021.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013174692/9.

(130213439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 110.988.

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN, ON THE TENTH DAY OF DECEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary public residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, under-signed.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of KATOEN NATIE GROUP S.A., with registered office at 9, rue du Laboratoire in L-1911 Luxembourg, registered with the Luxembourg R.C.S. under number B 110988, hereafter "the Company", incorporated by deed of notary Joseph Elvinger dated 26 September 2005, published in Memorial C number 1064 of 19 October 2005. The articles of incorporation have been amended by deeds:

- dated the 28th November 2005, published in Memorial C number 644 of 29 March 2006,
- dated the 28th June 2011, published in Memorial C number 2405 of 7 October 2011 and
- dated the 23rd July 2013, published in Memorial C number 2409 of 9 October 2013.

The meeting opens with Mr Luc Hansen, "licencié en administration des affaires", residing professionally in Luxembourg in the chair.

The chairman appoints as secretary Mr Philippe PONSARD, "ingénieur commercial", residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Pierre LENTZ, "licencié en sciences économiques", residing professionally in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Increase of the share capital by EUR 4,000,000.- (four million euros), to raise it from its current amount of EUR 1,006,000,000.- (one billion six million euros) to EUR 1,010,000,000.- (one billion ten million euros) by creation and issue of 400,000 (four hundred thousand) Mandatorily Redeemable Preferred Shares (MRPS) with a nominal value of EUR 10.- (ten euros) each, with the payment of a share premium of EUR 236,000,000.- (two hundred thirty-six million euros) which is specifically dedicated to the issued MRPS.

2. Subscription of all the MRPS issued and full payment of them and the related share premium.

3. Amendment of the first paragraph of the article 5 of the articles of incorporation.

III.- Insofar as an item of the agenda concerns the issue of new shares carrying preferential rights, shares without voting right take part in the present meeting and voting.

IV.- As appears from the attendance list, all the 15,200,000 (fifteen million two hundred thousand) Ordinary Shares, all the 85,000,000 (eighty-five million) redeemable Preferred Equity Share Certificates (PESC) and all the 400,000 (four hundred thousand) Mandatorily Redeemable Preferred Shares (MRPS), representing together the whole share capital are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to increase the share capital by EUR 4,000,000.- (four million euros), to raise it from its current amount of EUR 1'006'000'000.- (one billion six million euros) to EUR 1,010,000,000.- (one billion ten million euros) by creation and issue of 400'000 (four hundred thousand) Mandatorily Redeemable Preferred Shares (MRPS) with a nominal

value of EUR 10.- (ten euros) each, with the payment of a share premium of EUR 236,000,000.- (two hundred thirty-six million euros) which is specifically dedicated to the issued MRPS.

Subscription

All the 400,000 (four hundred thousand) new MRPS of EUR 10.- (ten euros) each are subscribed by the majority shareholder, here represented by Mr. Luc HANSEN, previously named, by virtue of a proxy mentioned here-above.

The other shareholders renounced to exercise their preferential right of subscription.

Payment

All the new MRPS are immediately fully paid-up, as well as the related share premium by a contribution in cash of EUR 240,000,000.- (two hundred and forty million euros), which payment is evidenced to the notary by a bank certificate.

Second resolution

As consequence of the here-above resolutions, article 5 first paragraph of the articles of incorporation is amended, to read as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital of the Company is set at EUR 1,010,000,000.- (one billion and ten million euros) represented by:

- 15,200,000 (fifteen million and two hundred thousand) Ordinary Shares;
- 85,000,000 (eighty-five million) redeemable Preferred Equity Share Certificates (here-after "PESC");
- 800,000 (eight hundred thousand) Mandatorily Redeemable Preferred Shares (here-after "MRPS")."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately six thousand seven hundred Euro.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le dix décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme KATOEN NATIE GROUP S.A., avec siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 110988, ci-après «la Société», constituée par acte notarié en date du 26 septembre 2005, publié au Mémorial C numéro 1064 du 19 octobre 2005. Les statuts ont été modifiés par actes:

- en date du 28 novembre 2005, publié au Mémorial C n°644 du 29 mars 2006,
- en date du 28 juin 2011, publié au Mémorial C n° 2405 du 7 octobre 2011 et
- en date du 23 juillet 2013, publié au Mémorial C n°2409 du 9 octobre 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre de titres qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste ainsi que les procurations, une fois signées par les comparants, resteront annexées au présent.

II.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de EUR 4.000.000,-(quatre million d'euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.006.000.000,- (un milliard six millions d'euros) à EUR 1.010.000.000,- (un milliard dix millions d'euros) par la création et l'émission de 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables, dites «MRPS», chacune d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros), étant entendu que les MRPS sont émises moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 236.000.000,- (deux cent trente-six millions d'euros) qui leur est spécifiquement dédiée.

2. Souscription de la totalité des MRPS émises et libération intégrale de celles-ci ainsi que de la prime d'émission relative aux MRPS.

3. Modification afférente du premier paragraphe de l'article 5 des statuts.

III.- Dans la mesure où un point de l'ordre du jour concerne l'émission de nouvelles actions bénéficiant de droits privilégiés, les actions sans droit de vote participent à la présente assemblée et au scrutin.

IV.- Il appert de cette liste de présence que toutes les 15.200.000 (quinze millions deux cent mille) Actions Ordinaires, tous les 85.000.000 (quatre-vingt-cinq millions) de Certificats d'Actions Privilégiées Rachetables (PESC) et toutes les 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables (MRPS), représentant ensemble l'intégralité du capital souscrit et conférant un droit de vote à leur titulaire, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de EUR 4.000.000,- (quatre millions d'euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.006.000.000,- (un milliard six millions d'euros) à EUR 1.010.000.000,- (un milliard dix millions d'euros) par la création et l'émission de 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables, dites «MRPS», chacune d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros), étant entendu que les MRPS sont émises moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 236.000.000,- (deux cent trente-six millions d'euros) qui leur est spécifiquement dédiée.

Souscription

Toutes les 400.000 (quatre cent mille) nouvelles MRPS d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, sont souscrites par l'actionnaire majoritaire, ici représentée par Monsieur Luc HANSEN, prénommé, en vertu d'une procuration mentionnée ci-avant.

Les autres actionnaires, ont renoncé à exercer leur droit préférentiel de souscription.

Libération

Toutes les MRPS nouvelles sont immédiatement intégralement libérées ainsi que la prime d'émission qui leur est afférente par un apport en numéraire de la somme de EUR 240.000.000,- (deux cent quarante millions d'euros), ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la production d'une attestation bancaire.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 1.010.000.000,- (un milliard dix millions d'euros) représenté par:

- 15.200.000 (quinze millions deux cent mille) Actions Ordinaires;
- 85.000.000 (quatre-vingt-cinq millions) de Certificats d'Actions Privilégiées rachetables (ci-après les «PESC» pour «Preferred Equity Share Certificates»);
- 800.000 (huit cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables (ci-après les «MRPS» pour «Mandatorily Redeemable Preferred Shares».)»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ six mille sept cents euros.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HANSEN, P. PONSARD, P. LENTZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 décembre 2013 Relation: RED/2013/2183 Reçu soixante-quinze (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 16 décembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013174868/153.

(130213547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

GSS III Stone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.696.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of November.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

There appeared:

Morgan Stanley Real Estate Special Situations Fund III, L.P., a company incorporated and existing under the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, duly represented by its general partner, Morgan Stanley Real Estate Special Situations III-GP, L.L.C., a limited liability company, governed by the laws of Delaware, United States, with registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, United States, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4060152,

here represented by Jennifer Christ residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in New York on 27 November 2013.

which proxy, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, is the sole member (the "Sole Member") of "GSS III Stone S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 64, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under Section B, number 128696 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Martine Schaeffer, dated April 20, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on July 24, 2007 under number 1542.

All the five hundred (500) shares of the Company with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) are duly represented at the meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Member, duly represented, declares that he had due notice of, and has been duly informed about, the agenda prior to the meeting.

After deliberation, the following resolutions were taken:

First resolution

In compliance with the law of August 10, 1915, as amended (the "Law"), and article 18 the articles of association of the Company, the Sole Member resolves to dissolve the Company and to start the liquidation proceedings.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Member decides to appoint as liquidator Mr Stefan Koch, born on 15 October 1978 in Berlin (DE), with professional address at 64, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, in relation to the voluntary liquidation of the Company (the "Liquidator").

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 to 148bis of the Law. It can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholder's meeting in the cases where it is required.

Subject to article 148 of the Law, the Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Sole Member, which interim dividend may be effected by way of endorsement of any promissory note(s) in the possession of the Company to the Sole Member.

The Liquidator may exempt the registrar of mortgages from automatic registration. It may waive all real rights, liens, mortgages, rescissory actions, grant release, with or without payment, of all lien and mortgage registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

It can, under its own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of its powers which it will define and for the duration fixed by itself.

The Sole Member further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion and subject to article 148 of the Law, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Member of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation, and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

The document having been read and translated to the proxy-holder of the appearing person signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt-huit novembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Morgan Stanley Real Estate Special Situations Fund III, L.P. une société régie suivant les lois du Delaware, ayant son siège social au c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, inscrite au registre des sociétés et de commerce de Delaware (Secretary of State) sous le numéro 4060219, telle que représentée par son associé commandité, Morgan Stanley Real Estate Special Situations III-GP, L.L.C., une société (Limited Liability Company) régie par les lois de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du registre des sociétés et de commerce de Delaware (Secretary of State) sous le numéro 4060152,

ici représentée par Jennifer Christ demeurant à Luxembourg, en vertu de la procuration délivrée à New York, en date du novembre 2013.

La procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclarent être l'associé unique (l'«Associé Unique») de «GSS III Stone S. à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 64, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 128696 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Me Martine Schaeffer, le 20 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 24 juillet 2007, sous le numéro 1542.

Toutes les cinq cent (500) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500) sont représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqués à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), et à l'article 18 des statuts de la Société, l'Associé Unique décide de dissoudre la Société et d'entamer la procédure de liquidation.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'Associé Unique décide de nommer M. Stefan Koch, né 15 octobre 1978 à Berlin (Allemagne), avec adresse professionnelle à 64 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, en tant que liquidateur en relation avec la liquidation volontaire de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Sous réserve de l'article 148 de la Loi, le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser à l'Associé Unique dans l'intérêt de la Société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de son Associé Unique.

Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office. Il peut renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Associé Unique décident en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion et sous réserve de l'article 148 de la Loi, à verser des acomptes sur le boni de liquidation, à l'Associé Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la parties comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Christ et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 décembre 2013. LAC/2013/55739. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174798/122.

(130213566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

CMC Biologics III S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.506.

Extrait du contrat social constitutif de CMC Biologics III S.C.S. en date du 13 décembre 2013:

1. L'associé commandité de la Société est CMC Biologics II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.402.

2. La dénomination sociale de la Société est «CMC Biologics III S.C.S.».

3. L'objet de la Société est la prise de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toute société ou entreprise, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. En particulier, la Société peut acquérir, par voie de souscription, d'achat, d'apport, d'échange ou de toute autre manière, des actions, parts sociales ou autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres instruments de créance, et plus généralement tous titres et instruments financiers émis par une entité publique ou privée, quelle qu'elle soit. La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle d'une société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle, de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut émettre, par voie de placement privé seulement, des obligations, billets à ordre et toute forme de créance et/ou actions. La Société peut prêter des fonds, y compris les produits de tout emprunt et/ou émission de titres de créance, au profit de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. De plus, la Société peut donner des garanties et accorder des sûretés au profit de tiers en vue de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut aussi nantir, transférer, grever ou créer toute autre sûreté sur tout ou partie de ses actifs. Dans un souci de clarté, il est précisé que la Société ne conduit aucune activité réglementée du secteur financier.

De manière générale, pour ses investissements, la Société peut utiliser les techniques et instruments permettant une gestion efficace du portefeuille, y compris les techniques et instruments destinés à protéger la Société contre les risques de change, de taux d'intérêt et tout autre risque.

La Société peut également entreprendre toute opération en lien direct ou indirect avec la réalisation de son objet.

4. Le siège social de la Société est fixé au 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

5. La Société est gérée par l'associé commandité, CMC Biologics II S.à r.l. précitée (le «Gérant»).

6. La Société est engagée par la seule signature du Gérant.

7. La Société commence le 13 décembre 2013 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Pour CMC Biologics III S.C.S.

Signature

Référence de publication: 2013174648/40.

(130213449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Sojumath Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 136.247.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2013178273/11.

(130216747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

SLIPSTOP International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.
R.C.S. Luxembourg B 30.481.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 10 décembre 2013 que:
L'assemblée décide de reconduire le mandat de l'administrateur-délégué détenu par Monsieur Terje BRODAHL, né le 3 mai 1953 à Bergen (Norvège), demeurant à L-8083 Bertrange au 7, rue du Parc.
Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme
Référence de publication: 2013178266/13.

(130217124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Oberstaufen Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 134.087.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Oberstaufen Properties S.a r.l.
SGG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2013177081/12.

(130215655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Reichert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8279 Holzem, 18, route de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 54.656.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 29 novembre 2013, à HOLZEM, route de Capellen, 18

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 29 novembre 2013, à HOLZEM, route de Capellen, 18, que:

- 1) Le mandat de commissaire, confié en date du 23 décembre 2011, à la Fiduciaire CABEXCO sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Société sous le numéro B-139.890, prend fin avec effet immédiat;
- 2) Le mandat de commissaire aux comptes, ainsi libéré, est confié à la société INTARIS Salaires et Gestion sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Société sous le numéro B-145.750, sise et ayant son siège à L-7540 ROLLINGEN, rue de Luxembourg, 113, pour une durée se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle, qui se tiendra en 2015.

Pour le Conseil d'Administration
Tom REICHERT

Référence de publication: 2013177214/18.

(130215939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Ethico Plus Managers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 118.647.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'administration du 25 Novembre 2013

1. Le Conseil d'administration décide d'accepter la démission Monsieur Hassane DIABATE, né à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 4 avril 1971, dans ses fonctions de gérant de la société.

Fait à Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2013178703/13.

(130218331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Efeu LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 151.922.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Efeu LuxCo S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013178693/11.

(130218541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

European Precision Metals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 78.202.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178736/10.

(130218418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Dubin Investment, S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.088.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013178687/10.

(130218517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Expair S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 112.115.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178741/10.

(130218738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

David S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 117.803.

Les comptes au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DAVID S.A.
Sophie ERK / Régis DONATI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013178669/12.

(130218704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Serfin Gestion S.A. (Services Financiers et de Gestion S.A.), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 61.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SERFIN GESTION S.A. (Services Financiers et de Gestion S.A.)
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013177277/12.

(130215293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

YM Advisory S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 154.880.

Les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013177417/11.

(130215263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Rowan Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.881.325,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 145.278.

DISSOLUTION

Extrait

En date du 23 décembre 2011, l'associé unique a décidé la mise en dissolution volontaire et l'ouverture de la liquidation de la Société. L'associé unique a été nommé liquidateur de la Société.

En date du 17 décembre 2013, après avoir entendu le rapport du liquidateur de la Société, l'associé unique a décidé de la clôture de la liquidation de la Société et a décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conversés pendant une période de 5 années à l'adresse suivante: 2800 Post Oak Boulevard, Suite 5450, Houston, Texas 77056, United State of America.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2013177491/19.

(130216886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Saint Martin Inc. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 61.189.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue à 8.30h le 4 décembre 2013

Extrait des résolutions prises:

Après discussion pleine et entière, le Conseil d'Administration a décidé:

1. De transférer le siège social de la société du 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, au 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, avec effet au 5 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170469/12.

(130207567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

CHAKA Productions S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.545.

—
Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013175514/12.

(130213995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Matim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 172.844.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013176990/12.

(130215990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Medea Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 76.426.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 12 décembre 2013 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Nicole Thommes
- Marc Koeune
- Andrea Dany
- Jean-Yves Nicolas

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013177014/18.

(130216173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Metalpoint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 86.677.

Les administrateurs les sociétés anonymes LANNAGE S.A., VALON S.A, et KOFFOUR S.A. ainsi que le commissaire aux comptes la société anonyme AUDIT TRUST S.A. se sont démis de leurs fonctions respectives en date du 17 décembre 2013

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Pour: METALPOINT S.A.

Société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Caroline Felten / Isabelle Maréchal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013177022/16.

(130215812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

MJM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 131.988.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013177029/13.

(130215542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Dimage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013179656/13.

(130220359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Dimalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 74.655.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2013179657/12.

(130219769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

AgFe, SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad.

R.C.S. Luxembourg B 182.466.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of December.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AgFe LLP, a limited liability partnership established under the laws of England and Wales, having its registered office at 55 Baker Street, London, W1U 8EW, United Kingdom, registered with the Companies House under number OC356652,

duly represented by Mrs Veronica Aroutiunian, legal advisor, having its professional address in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in London (UK), on 28 November 2013.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to document the deed of incorporation of a société anonyme, which it wishes to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé) under the name of "AgFe, SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the "2007 Law").

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial issued share capital of the Company amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided into thirty-one thousand (31,000) shares of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in financial assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Compartment established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a compartment (each a "Compartment" and together the "Compartments") within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Compartment. In addition, each Compartment shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Compartment.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) All shares of the Company shall be issued in registered form.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue and Transfer of Shares. Shares are exclusively restricted to Well-Informed Investors within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law.

The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Compartment; the board of directors may, in particular, decide that shares of any Compartment shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the initial subscription price per share of the relevant class or compartment for the initial issuance of shares and for any subsequent issuance of shares the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and

expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and at the latest ten business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) or any other duly authorised independent auditor and provided that such securities comply with the investment policy and restrictions of the relevant Compartment as described in the sales documents for the shares. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

Any transfer, pledge or assignment of shares in the Company is subject to the qualification of the transferee, pledgee or assignee as a Well-Informed Investor within the meaning of the 2007 Law.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and at the latest twenty business days from the publication of the NAV per Share for the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares of the relevant Compartment would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a specific class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a specific class is investing, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board considers to be in the best interests of the Company.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class within the relevant Compartment, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company shall have the right, if the directors so determine, and with the express consent of the relevant shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in kind by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets in such class or classes of shares equal in value (as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof) to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the shareholder.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Compartment has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares at least thirty days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing. In addition, if the net assets of any Compartment do not reach or fall below a level at which the board of directors considers management possible, the board of directors may decide the merger of one Compartment with one or several other Compartments of the Company in the manner described in Article 24 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the board of directors and set out in the issuing document for certain classes of shares or certain Compartments, any shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, within the same Compartment or from one Compartment to another Compartment.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day.

The board of directors may set restrictions i.e. as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. The Company reserves the right to transfer, at its discretion, any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per share of such class is suspended by the Compartment pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice, if any.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Compartment relating to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership

of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Prohibited Person as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

(5) U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

(6) Shares of the Company may only be issued to Well-Informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law. Any person who is not a Well-Informed Investor is also to be considered as a Prohibited Person.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares within each Compartment shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant class or Compartment and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- all trade receivables, securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Compartment;
- all interest accrued on any interest-bearing assets Compartment, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company; and
- all other assets of any kind and nature.

The value of the assets shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of any enhanced trade receivables assets will be valued on the basis of historical cost plus accrued interest less write-downs/provisions. The appropriate level of write-downs/provisions shall be assessed on the basis of the likelihood of default and expected recoveries in the event of default;

(c) all non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Company determines in its absolute discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Company at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time; and

(d) traded securities will be valued at the last available closing (bid) price.

(e) investments in the units of other collective investment funds will be valued at the last available (bid) price provided by the relevant issuer.

(f) any other assets of any kind or nature, including instruments and techniques used for hedging purposes, will be valued at their fair market value, having regard to applicable market standards as applied from time to time; for the purpose of determining the fair value of the assets under this item (f), the Company may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets.

In the event of indirect investments made by the Company through any intermediate special purpose vehicles, securitisation vehicles or other entities set up for the sole purpose of making one or more investments, the value of the Company's investments in such vehicles or entities will be determined by the board of directors on the basis of the latest value of the underlying assets as communicated to the board of directors by such vehicles or entities. The relevant vehicles or entities will in turn determine the value of their underlying assets on the basis of the same valuation rules as those set out above.

Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Compartment concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Company.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Compartment will be converted into the reference currency of such Compartment at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

To the extent that the board of directors consider that it is in the best interests of the Company, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders in relation to the size of any Compartment an adjustment, as determined by the board of directors at their discretion, may be reflected in the net asset value of the Compartment for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred by the relevant Compartment under such conditions.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Company, as well as such amount (if any) as the Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- 5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

In determining the amount of such liabilities the Company shall, with due regard to the expenses borne by the Company out of the fees it receives, if any, take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the custodian, its correspondents, the administrative agent as well as any other agent appointed by the Company, the remuneration of any officers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with meetings of the board of directors and committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the issuing document (whereby the cost of any compartment supplement is allocated to the relevant Compartment only), further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the fair value of the Company, the costs of printing certificates, if any, and the costs of any reports to shareholders, the cost of convening and holding general meetings and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and

telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Compartment in respect of each class of shares and may establish a Compartment in respect of two or more classes of shares in the following manner:

a) the proceeds to be received from the issue of shares of a Compartment shall be applied in the books of the Company to the relevant Compartment;

b) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Company to the same Compartment as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Compartment;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;

d) upon the record date for determination of the person (natural or legal, as defined in the issuing document) entitled to any dividend declared on shares of any Compartment, to the extent applicable, the assets of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends; and

f) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to the latest available net asset value of the relevant Compartment or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

1. shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the relevant Valuation Day and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2. shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company; and

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Compartment is calculated shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year or at a higher frequency determined by the board of directors and set out in the issuing document, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency, the board of directors is of the opinion that, as a result of such emergency, disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Compartment would be impracticable or would not be reasonable;

b) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Compartment, or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Compartment;

c) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Compartment cannot promptly or accurately be ascertained;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such Compartment, or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal rates of exchange;

e) when there exists in the opinion of the board of directors a state of affairs where disposal of the Company's assets, or the determination of the net asset value of the shares, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming investors;

(f) if the board of directors reasonably deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering and other similar laws and regulations applicable to the Company, the administrative agent, the custodian, any of their respective agents or any of the Company's service providers;

g) for any period during which the redemption of shares would cause a breach or default under any covenant in any agreement entered into by the Company for borrowing or cash management purposes; or

h) a decision is made to liquidate and dissolve the Company or the relevant Compartment.

When exceptional circumstances might adversely affect shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the directors reserve the right to set the value of shares in one or more Compartments only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Compartment (s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Any such suspension of the calculation of the net asset value shall be notified to the subscribers and shareholders requesting redemption or conversion of their shares on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy. The shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors. In his absence, the board members shall decide by a majority vote that another director shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented.

In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors of which one must be an independent director (i.e. a director not belonging to AgFe LLP or the AgFe Group) or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power and Appointment of Investment Manager. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which such company or any other company first approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the board of directors of the Company, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Compartment and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations, in particular the provisions of the 2007 Law.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers, directors or officers of the Company is interested in, or is a manager, director, associate, officer or employee of such other company or firm.

In the event that any manager, director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such manager, director or officer shall make known to the board of directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such manager's, director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting.

The term "conflict of interest", as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, the custodian, the administrative agent, or any other agent of the Company, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its absolute discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Thursday in the month of June at 2:00pm (Luxembourg time).

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders nor members of the board of directors.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Compartment or in a Class of Shares. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Compartment may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11 and 12 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Compartment or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 10 August 1915").

Art. 24. Dissolution and Merger of Compartments.

24.1 Liquidation of Compartments

The board of directors may decide to liquidate a Compartment if its net assets have decreased to, or have not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in circumstances relating to the Compartment concerned would justify such liquidation.

Shareholders of the relevant Compartment will be notified by the Company of any decision to liquidate the relevant Compartment prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures applicable to, the liquidation. Registered holders will be notified in writing.

The board of directors shall thus redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Compartment or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets of the Compartment concerned remain deposited with the custodian for a period of nine (9) months starting at the decision to liquidate. Such period could be extended with the CSSF's prior approval in special circumstances. After such time, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

As soon as the decision to wind up a Compartment is taken, the issue of shares in respect of that Compartment is prohibited and shall be deemed void.

24.2 Amalgamation

The board of directors may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Compartment") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described under 24.1 above one (1) month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred to the New Compartment.

When such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

24.3 Consolidation/splitting of shares

The board of directors may decide to consolidate or split the shares of a Compartment within a given class.

Art. 25. Accounting Year and Currency. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

The accounting currency will be Euro.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Compartment shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Compartment relating to the relevant class or classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector (herein referred to as the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the custodian but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Should the Company be liquidated, such liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Law which specifies the steps to be taken to enable shareholders to participate in the liquidation distributions and in this connection provides for deposit in escrow at the Caisse de Consignation in Luxembourg of any such amounts which it has not been possible to distribute to the shareholders at the close of liquidation. Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law. The net liquidation proceeds of the Compartments shall be distributed to the shareholders of each class of the Compartments in proportion to their respective holdings of such class.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 10 August 1915. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the issued share capital must be present or represented at the general meeting and a majority of two thirds of votes validly cast at the general meeting is required to adopt a resolution. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the 2007 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitional provisions

- 1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.
- 2) Exceptionally the first annual general meeting of shareholders shall be held on the third Thursday in April 2015.
- 3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

AgFe LLP, aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe, all the thirty-one thousand (31,000) shares representing the share capital of the Company.

All the shares are entirely paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at EUR 3,000.-.

General meeting of Shareholders

The incorporating shareholder, representing the Company's entire issued share capital, immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of directors is fixed at five (5).
2. The following persons are appointed as members of the board of directors of the Company:
 - Mr. Godfrey Abel, born on 2 July 1960 in Brixworth, UK, residing professionally at 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr. Jean de Courreges, born on 16 December 1952 in Toulouse, France, residing professionally at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Mr. Robert Hoffmann, born on 2 February 1950 in Echternach, Luxembourg, residing professionally at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg;
 - Mr. Holger Beyer, born on 10 October 1969 in Siegen, Germany, residing professionally at 55 Baker Street, London W1U 8EW, UK; and
 - Mr. Philip Pearson, born on 11 June 1965 in Manchester, UK, residing professionally at 55 Baker Street, London W1U 8EW, UK.
3. The term of the office of the members of the board of directors shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2015 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, may determine.
4. The address of the Company's registered office is set at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
5. The independent authorised auditor (réviseur d'entreprises agréé) is PricewaterhouseCoopers, société cooperative, with registered office at 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
6. The mandate of the independent authorised auditor (réviseur d'entreprises agréé) ends on the date of the first annual general meeting of shareholders.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Signé: V. AROUTIUNIAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55512. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173810/713.

(130212403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Mapau Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5652 Mondorf-les-Bains, 1, Domaine Malpartes.

R.C.S. Luxembourg B 164.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013178017/12.

(130217310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

NBCA S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 96.711.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2013178080/11.

(130216998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

IT Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 111.590.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013179976/10.

(130219973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Invest 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 37.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013179965/10.

(130218812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

T&F Capital Trustee Limited Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 182.336.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty eighth day of November.

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

T&F TAX and FINANCE S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with registered address at 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B111822, Being represented by Ms Flora Gibert, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company, which he declared to establish (the "Company").

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Form, Name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated August 10, 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company exists under the name of "T&F Capital Trustee Limited Luxembourg S.A."

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplish these purposes.

The company can open branches in- and outside the country.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II - Capital

5. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, fully paid up (by 100 %).

6. Form of the Shares. The shares are in principle in registered form, or in bearer form at the request of the shareholder (s) and subject to legal conditions.

7. Payment of Shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

8. Modification of Capital - Limitation to the right to transfer the Shares.

8.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

8.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III - Directors, Board of directors, Statutory Auditor

9. Board of directors or Sole director.

9.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

The Directors can be divided into Class A Directors and Class B Directors.

9.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, the Board of Directors or the Sole Director shall appoint or confirm the appointment of its legal representative in compliance with the 1915 Law.

9.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

9.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

10. Meetings of the board of directors.

10.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

10.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

10.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

10.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

10.5 All decisions of the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

10.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

10.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

10.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

10.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

11. General powers of the board of directors.

11.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

12.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

13. Representation of the Company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together, or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

In case of Class A and Class B Directors, the Company will be bound by the joint signatures of a Class A Director together with a Class B Director.

14. Statutory Auditor.

14.1 The accounts of the Company are audited by one or more statutory auditor appointed by the General Meeting or by the Sole Shareholder.

Chapter V - General meeting of Shareholders

15. Powers of the general meeting of shareholders.

15.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

15.2 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

15.3 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

15.4 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

15.5 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

15.6 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

15.7 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

15.8 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

16. Place and date of the annual general meeting of Shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the last Tuesday of May, at 4.00 P.M., and for the first time in 2014.

17. Other General meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

18. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI - Business year, distribution of profits

19. Business year.

19.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on the December 31, 2013.

19.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

20. Distribution of profits.

20.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

20.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

20.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

21.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

21.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VIII - Applicable law

22. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party T&F TAX and FINANCE S.A. as represented has subscribed all the shares and has them fully paid up, by contribution in cash so that the sum of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand four hundred Euro.

Resolutions of the sole Shareholder

The above-named party, representing the entire subscribed capital has immediately passed the following resolutions:

1. The Company's address is set at L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
2. The following have been elected as Directors of the Company for a maximum period of six (6) years, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2019:

Class A Directors:

- Mr. Mauro Cadorin, private employee, born in Asolo (Italy) on the 24th of June 1974, with professional address at Via Bossi 6, 6900 Lugano, Switzerland
- Mr. Andrea La Magra, private employee, born in Rome (Italy) on the 6th of May 1980, with professional address at Royalty House, 32 Sackville Street, Mayfair, London, W1S 3EA, England

Class B Directors:

- Mr. Yannick Monardo, born in Saint-Avold (France) on the 8th of January 1984, residing at 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg
- Mr. Magali Fetique, born in Metz (France) on the 1st of February 1981, residing at 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg

3. The statutory auditor will be Veridice S. à r.l., with registered office at L- 1330 Luxembourg, 48 boulevard Grande Duchesse Charlotte, registered with the "Registre du commerce et des sociétés" in Luxembourg with number B 154843.

Prevailing version

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille treize le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

T&F TAX and FINANCE S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111822,

Etant représentée par Madame Flora Gibert, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, tel que représenté, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer (la «Société»).

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «T&F Capital Trustee Limited Luxembourg S.A.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement de valeurs mobilières de toute nature et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

En outre, la Société peut acquérir et vendre des biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger et elle peut effectuer toutes opérations relatives à des biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à la réalisation de son objet.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-), divisé en trois cent dix (310) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100 %).

6. Nature des actions. Les actions sont, en principe, nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, conseil d'administration, commissaire aux comptes

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non. Le Conseil d'Administration peut être divisé en Administrateurs de catégorie A et Administrateurs de catégorie B.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du Conseil d'Administration.

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la Société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

En cas d'Administrateurs de catégories A et B, la Société sera engagée par les signatures conjointes d'un Administrateur de catégorie A et un Administrateur de catégorie B.

14. Commissaire aux comptes.

14.1 La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique.

Titre V - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le dernier mardi du mois de mai, à 16 h 00 heures, et pour la première fois en 2014.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI - Année sociale, répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2013.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII - Dissolution, liquidation

21. Dissolution, liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié T&F TAX and FINANCE S.A., tel que représenté déclare souscrire les trois cent dix (310) actions et les libérer intégralement par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euro (31.000 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille quatre cents Euro.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au L-1330 Luxembourg, 48 boulevard Grande Duchesse Charlotte.
2. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs pour une période maximale de six (6) ans, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2019.

Administrateurs A:

- M. Mauro Cadorin, employé privé, né le 24 juin 1974 à Asolo (Italie), ayant son adresse professionnelle Via Bossi 6, 6900 Lugano, Suisse.

- M. Andrea La Magra, employé privé, né le 6 mai 1980 à Rome (Italie), ayant son adresse professionnelle au Royalty House, 32 Sackville Street, Mayfair, Londres, W1S 3EA, Angleterre.

Administrateurs B:

- M. Yannick Monardo, né à Saint-Avold (France) le 8 janvier 1984, demeurant à 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg

- Mme. Magali Fetique, née à Metz (France) le 1^{er} février 1981, demeurant à 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg

3. Est nommée commissaire aux comptes pour la même durée:

Veridice S. à r.l., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154843.

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, le comparant prémentionné, connu par le notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 décembre 2013. Relation: LAC/2013/54424. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172711/441.

(130210102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Patikop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1718 Luxembourg, 51, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 70.458.

Entscheidung der Gesellschafter vom 16. Dezember 2013.

1. Herr Dr. Peter WIDDAU, wohnhaft in D - 54290 Trier, 10, Christophstraße, tritt von seinem Amt als Rechnungskommissar zurück.

2. Herr Pierre SCHILL, 18a, bd de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, geboren am 10.08.1957 in Grevenmacher, Luxembourg, wird als Rechnungskommissar bis zur Hauptversammlung, die im Jahr 2016 stattfinden wird, ernannt.

Junglinster, den 16. Dezember 2013.

Für die Richtigkeit des Auszugs

Paul LAPLUME

Référence de publication: 2013178158/15.

(130217431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Business Free, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 48, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 154.076.

L'an deux mil treize, le vingt novembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pascal Germain JACQUES, demeurant professionnellement à L-8440 Steinfort, 48, rue de Luxembourg, agissant en sa qualité d'actionnaire unique de la société anonyme BUSINESS FREE, établie et ayant son siège social à L-8440 Steinfort, 48, rue de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 154 076,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 28 juin 2010, publiée au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1643 du 12 août 2010,

lequel actionnaire unique a requis le notaire d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

L'actionnaire unique modifie l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet le commerce, l'achat et la vente en import et export de tous produits, matières premières naturelles ou manufacturées.

La Société a pour objet l'exercice, dans le cadre et les limites des lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, de toute activité professionnelle relevant directement ou indirectement du conseil économique.

Sont notamment visées ci-avant, mais non énumérées de façon exhaustive, toutes les activités relatives aux mandats de directeur indépendant, de directeur de transition, administrateurs mais aussi la recherche de nouvelles activités pour compte de tiers, l'encadrement et le conseil personnel en matière de stratégie financière, commerciale ainsi que l'accomplissement des missions d'audit et toutes autres missions visant à améliorer la rentabilité d'une entreprise.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à 800,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. NUCERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2013. Relation: LAC/2013/52764. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174611/48.

(130213233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Broderna Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.002.

In the year two thousand thirteen, on the twentieth day of November.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Mr Par-Anders JOHANSSON, residing at Urb. Campo Mijas, Buzon 422, Casa Caracas, Calle Los Geraneros 10A, 29651 Mijas Costa, Malaga, Spain,

"the principal"

duly represented by Mr Philippe PONSARD, "ingénieur commercial", residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

"the proxyholder"

by virtue of a proxy given under private seal, which, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it,

acting as sole member of BRODERNA HOLDING S.à r.l. (the "Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 129002, incorporated on 25 May 2007, pursuant to a deed drawn-up by Me Jacques DELVAUX, then notary residing in Luxembourg, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1594 of 30 July 2007.

The sole member, represented as above stated, requests the undersigned notary to document the following:

First resolution

The sole member decides to amend the status of the Company, which will henceforth have the status of a Private Wealth Management Company ("SPF") as defined by the Law of 11 May 2007.

The sole member notices that no bond has been issued by the Company and then no agreement of the bondholders is required in relation with the above-mentioned amendment.

Second resolution

In consequence of the foregoing resolution, the sole member decides to amend the Articles of Incorporation as follows:

" **Art. 1^{er}**. There exists a Private Wealth Management Company ("SPF"), in the form of a limited liability company, that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

The name of the company is BRODERNA HOLDING S.à r.l."

" **Art. 4**. The purposes for which the company is formed are limited to the acquisition, holding, management and disposal of financial assets (within the meaning of the Law of 5 August 2005 on Financial Guarantees) and of cash and assets of any kind held in an account.

The company shall hold participating interests in other companies however it shall not exercise any management role in its subsidiary.

The company is not allowed to exercise any commercial activity.

The company shall reserve its shares either to natural persons acting in the frame of their private wealth management, either to estate management entities acting exclusively in the interest of the private estate of one or more natural persons, or to intermediaries acting on behalf of above-mentioned investors.

The securities that the company shall issue may not be the subject of a public investment or may not be quoted on the stock exchange.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension, within the limits of the Law of 11 May 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF")."

" **Art. 21**. The law of 10 August 1915, on Commercial Companies as amended and the Law of 11 May 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF") shall apply in-so-far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary."

Estimate of costs

The amount of expenses to be borne by the Company in relation to the present deed are estimated to be approximately one thousand hundred (EUR 1,000,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same proxyholder and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the principal, said proxyholder, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Pär-Anders JOHANSSON, demeurant à Urb. Campo Mijas, Buzon 422, Casa Caracas, Calle Los Geraneros 10A, 29651 Mijas Costa, Malaga, Espagne,

"le mandant"

ici représenté par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

"le mandataire"

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui,

agissant en sa qualité d'associé unique de BRODERNA HOLDING S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 129002, constituée en date du 25 mai 2007, suivant un acte reçu par Me Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1594 du 30 juillet 2007.

L'associé unique, représenté comme stipulé ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier le statut de la Société, laquelle aura désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF) telle que prévu par la loi du 11 mai 2007.

L'associé unique constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec le changement envisagé.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier les statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de BRODERNA HOLDING S.à r.l.»

« **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF».)»

« **Art. 21.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF») trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Estimation des frais

Le montant des frais qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élève à approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du mandataire, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. PONSARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 novembre 2013. LAC/2013/53459. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174608/120.

(130212992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Assya Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.499.

L'an deux mille treize, le quatrième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique de ASSYA ASSET Management LUXEMBOURG S.A. (l'Actionnaire Unique), une société anonyme constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.499 (la Société), constituée par un acte notarié de Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 août 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1111, du 4 novembre 2004. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 10 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2763, du 5 novembre 2013. L'Assemblée est présidée par Florine Letort, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

qui désigne comme Secrétaire Mélanie Sauvage, avocate, demeurant à Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

et choisit comme Scrutateur Arnaud Sagnard, avocat, demeurant à Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, (le Président, le Secrétaire et Scrutateur forment le Bureau de l'Assemblée).

L'Actionnaire unique présent ou représenté à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'il détient sont mentionnés sur une liste de présence qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par le mandataire de l'Actionnaire Unique et les membres du Bureau.

La procuration émise par l'Actionnaire Unique représenté à la présente Assemblée restera également annexée aux présentes signée par toutes les parties.

Le Bureau ayant été constitué, le Président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que l'Actionnaire Unique, détenant l'intégralité du capital social de sept millions trois cent dix-neuf mille euros (EUR 7.319.000,-) divisé en sept mille trois cent dix-neuf (7.319) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune est présent ou représenté à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour reproduit ci-après.

II. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social souscrit de la Société de son montant actuel de sept millions trois cent dix-neuf mille euros (EUR 7.319.000,-) divisé en sept mille trois cent dix-neuf (7.319) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, à un montant de sept millions cinq cent soixante-neuf mille euros (EUR 7.569.000,-) par l'émission de deux cent cinquante (250) nouvelles actions de la Société d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune;

3. Souscription et paiement des nouvelles actions émises par la Société par un apport en numéraire;

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les changements ci-dessus; et

5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus par l'Assemblée, et après délibération, l'Assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée renonce aux formalités de convocation préalable, l'Actionnaire Unique se considérant dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide à l'unanimité d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000.-) pour le porter de son montant actuel de sept millions trois cent dix-neuf mille euros (EUR 7.319.000.-) représenté par sept mille trois cent dix-neuf (7.319) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000.-) chacune, à un montant sept millions cinq cent soixante-neuf mille euros (EUR 7.569.000.-) par l'émission de deux cent cinquante (250) actions de la société d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000.-) chacune.

Troisième résolution

L'Assemblée approuve et accepte la souscription des actions de la Société nouvellement émises comme suit:

Souscription - Paiement

L'actionnaire unique de la Société, la société Assya Partners, une société anonyme constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22-24 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 167.958, déclare souscrire deux cent cinquante (250) actions nouvellement émises de la Société ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000.-) et les avoir intégralement payées par un apport en numéraire d'un montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000.-). Le montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000.-) est désormais à la libre disposition de la Société, preuve en a été donnée au notaire instrumentant.

L'intégralité de cet apport sera affecté au capital de la Société

Quatrième résolution

En conséquence des décisions précédentes, l'article 5 alinéa 1 des Statuts sera modifié comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social souscrit est fixé à un montant de sept millions cinq cent soixante-neuf mille euros (EUR 7.569.000.-) représenté par sept mille cinq cent soixante-neuf (7.569) actions ordinaires d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000.-) chacune, entièrement souscrit et libéré.»

Le reste de l'article 5 des Statuts restera inchangé.

Frais

Les dépenses, frais, charges et rémunérations quelconques qui incombent à la Société du fait de ce document sont estimés à environ mille quatre cent euros (EUR 1.400.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: LETORT, SAUVAGE, SAGNARD, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55417. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174573/83.

(130213294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Whale International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 150.000,00.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013181142/9.

(130220713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Actarus Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 98.151.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen,

on the third day of December.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"RBC Trustees (CI) Limited", a company incorporated and organized under the laws of the Channel Islands established and having its registered office at La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands JE1 1 PB,

here represented by:

Mr Francis HOOGEWERF, company director, with professional address at 19 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him on 30 October 2013,

which proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

hereafter referred to as "the principal",

The proxy-holder declared and requested the notary to act:

I. - That the company "ACTARUS LUXEMBOURG HOLDING S.A.", a "société anonyme holding", established and having its registered office at 19 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered in the "registre de commerce et des sociétés" in Luxembourg, section B number 98 151., has been incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 30 DECEMBER 2003, its publication was made in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 04 February 2004, under number 145 and page 6955 (here after "(the Company)").

The Articles of Incorporation of the Company were amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted on 13 January 2006, published in the Mémorial, on 11 April 2006, under number 737 and page 35372.

II. - That the subscribed share capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) divided into three thousand one hundred (3,100) registered shares with a par value of ten euros (10.- EUR) per share, each, fully paid up in cash.

III. - That the principal declares to have full knowledge of the Articles of Incorporation and the financial standing of the Company "ACTARUS LUXEMBOURG HOLDING S.A.", prenamed;

IV. - That the principal has acquired all three thousand one hundred (3'100) shares of the Company and, as a sole shareholder, has decided to proceed with the dissolution of said Company.

V. - That the principal, in its activity as liquidator of the Company, declares that the business activity of the Company has ceased, that it, as sole shareholder is vested with the assets and has paid off all debts of the dissolved Company committing itself to take over all assets, liabilities and commitments of the dissolved Company as well as to be personally charged with any presently unknown liability.

VI. - That the principal fully discharges the board of directors and the auditor of said Company for the due performance of their duties up to this date.

VII. - That the records and documents of the Company will be kept for a period of five (5) years at its former registered office, being 19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

VIII. - That the Company's register of registered shares is cancelled in the presence of the undersigned notary as of today.

IX. - That the principal commits itself to pay the cost of the present deed.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in the English language, followed by a translation into French, the English version being prevailing in case of divergences between the English and the French text.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read to the appearing persons, who are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, said appearing persons signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize,

le trois décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«RBC Trustees (CI) Limited», une société constituée et existant sous les lois des Iles Anglo-Normandes établie et ayant son siège social à La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands JE1 1PB,

ici représentée par:

Monsieur Francis HOOGEWERF, directeur de société, avec adresse professionnelle au 19 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée le 30 octobre 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement,

ci-après dénommée: «le mandant»,

Lequel mandataire, agissant en sa susdite qualité, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la société «ACTARUS LUXEMBOURG HOLDING S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 19 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 98 151, a été constituée suivant acte notarié dressé, le 30 décembre 2003 et dont sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») a été faite, le 04 février 2004, sous le numéro 145 et page 6955 (ci-après: «la Société»).

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé en date du 13 janvier 2006, lequel acte fut publié au Mémorial, le 11 avril 2006, sous le numéro 737 et page 35372.

II. - Que le capital social souscrit de la Société s'élève à trente et un mille euros (31'000.- EUR) et se trouve divisé en trois mille cent (3'100) actions nominatives d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) par action, chacune action intégralement en numéraire.

III. - Que le mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société «ACTARUS LUXEMBOURG HOLDING S.A.», prédésignée.

IV. - Que le mandant est devenu propriétaire de toutes les trois mille cent (3'100) actions de la susdite Société et qu'en tant qu'actionnaire unique il a décidé de procéder à la dissolution de la susdite Société.

V. - Que le mandant, en tant que liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que lui, en tant qu'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il a réglé tout le passif de la Société dissoute s'engageant à reprendre tous actifs, dettes et autres engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

VI. - Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire de la Société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII. - Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège de la Société, étant 19 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

VIII. - Que le registre des actionnaires nominatifs de la Société a été annulé en présence du notaire instrumentant à partir de ce jour.

IX. - Que le mandant s'engage à payer les frais du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur la demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant sur la demande des mêmes personnes comparantes faire foi en cas de divergences avec la version française.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire instrumentant par leurs noms prénoms usuels, états et demeures, lesdites personnes comparantes ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. HOOGEWERF, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 décembre 2013. Relation: EAC/2013/15941. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013172874/103.

(130210815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Joerg Zenz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 3-5, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 154.255.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013178882/9.

(130217809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

FD Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 182.441.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster.

A comparu:

La société de droit luxembourgeois «B&H INTERNATIONAL CONSULTING S.à r.l.», ayant son siège au 3-11, rue du Fort Bourbon à L-1249 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.677, ayant pour représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission en vertu de l'article 51bis de la loi du 10 août 1915, Monsieur Frédéric DEFLORENNE, expert-comptable, demeurant professionnellement au 3-11, rue du Fort Bourbon à L-1249 Luxembourg,

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de FD HOLDING.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés du groupe. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise au préalable.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR) chacune.

La Société pourra, dans les limites et sous les conditions de la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Chaque action donne droit à une voix lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les Actions de la Société seront nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social, où il sera à la libre disposition de chaque actionnaire pour consultation. La propriété des actions est établie par inscription dans ce registre.

La Société ne reconnaît qu'une seule personne par action; si une action est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action aussi longtemps qu'une personne n'a pas été désignée comme en étant le seul propriétaire en relation avec la Société.

Titre III. Administration

Art. 7. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 8. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 9. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il es spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 10. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 12. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 13. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 14. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 25 du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 18. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les trois cent dix (310) actions.

Ces actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de 25%, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille cent euros (EUR 1.100).

Assemblée Générale Extraordinaire

Le comparant préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires à un.
2. Est nommé administrateur:

Monsieur Frédéric DEFLORENNE, expert-comptable, né à Charleroi (Belgique) le 4 octobre 1973, demeurant professionnellement au 3-11, rue du Fort Bourbon à L-1249 Luxembourg,

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

la société Fiduciaire DEFLORENNE & associés S.à r.l., ayant son siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol (R.C.S. Luxembourg B 111.495),

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2015.

5. Le siège social de la société est fixé à L-2543 Luxembourg, 30 Dernier Sol.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Frédéric DEFLORENNE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2013. Relation GRE/2013/4796. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173131/195.

(130211874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

International Consulting DeLux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 11, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 117.402.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013178871/9.

(130217861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.
